



Les priorités commerciales du Canada au XXI^e siècle

I

HORS-SÉRIE

PUBLICATION

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20074774 2

DOCS
CA1 EA54 2002001 EXF
Canada's global trade agenda for
the 21st century. --
65243372

Les priorités
commerciales
du Canada
au XXI^e siècle

Le Canada mène des négociations

commerciales sur plusieurs fronts à la fois – mondial, régional et bilatéral. Dans tous les cas, l'objectif poursuivi est le même : ouvrir les marchés à la concurrence et les assujettir à des règles acceptées de tous, établies dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La motivation fondamentale qui sous-tend ces efforts est aussi la même : le commerce apporte un stimulant essentiel à toutes les économies, car il leur procure des biens, des services, des technologies et des idées qui, sans lui, ne leur seraient pas accessibles. En outre, les échanges commerciaux rassemblent les nations dans un système interdépendant, contribuant ainsi à la paix et à la stabilité dans le monde – un objectif central de notre politique étrangère.

Si la population convient généralement que le commerce est une bonne chose, elle s'intéresse de plus en plus depuis quelques années aux liens entre les échanges commerciaux et les autres priorités de la politique publique – protection de l'environnement, relèvement des normes du travail, droits de la personne, inégalité des revenus, perspectives d'emploi et souveraineté nationale, entre autres. On voit également le public détourner graduellement son attention de la politique commerciale pour la fixer sur la sécurité et sur des préoccupations sociales telles que la santé et l'éducation. Or, ce sont là des secteurs qui, s'ils ont des liens avec la politique commerciale, n'ont pas, par le passé, joué un rôle important à cet égard. D'aucuns pourraient même être tentés de dire que le commerce n'est plus la priorité n° 1 du public, tout au moins au Canada.



Grâce à la libéralisation croissante des échanges et des marchés financiers, fruit de près de six décennies de coopération et de négociations internationales – grâce aussi à l'évolution rapide des techniques, à l'efficacité accrue des communications et à des moyens de transport plus efficaces –, les transformations économiques et politiques qui se produisent dans un pays se répercutent souvent à l'échelle internationale. Les mouvements transfrontaliers de biens et services, de capitaux, d'information et de personnes ont engendré un degré élevé d'interdépendance – bref, la mondialisation. Lord Keynes avait déjà évoqué cette notion :


Un Londonien pouvait, en dégustant son thé du matin dans son lit, commander par téléphone les produits variés de toute la planète en quantité voulue, et raisonnablement s'attendre à les voir bientôt déposés à sa porte... Et par-dessus tout, cet état de chose lui paraissait normal, fixe et permanent – sauf qu'on pouvait bien sûr y apporter des améliorations – et toute déviation était aberrante, scandaleuse et évitable.

Bien que ces lignes aient été écrites il y a près d'un siècle, le message n'a guère changé. Non seulement la mondialisation est-elle capable de produire des résultats bénéfiques, mais elle le fait effectivement – et le Canada en profite. Le commerce est en effet l'un des principaux véhicules de la mondialisation; or, peu de pays peuvent se targuer d'égaliser la performance du Canada en la matière, y compris ses partenaires du G7.

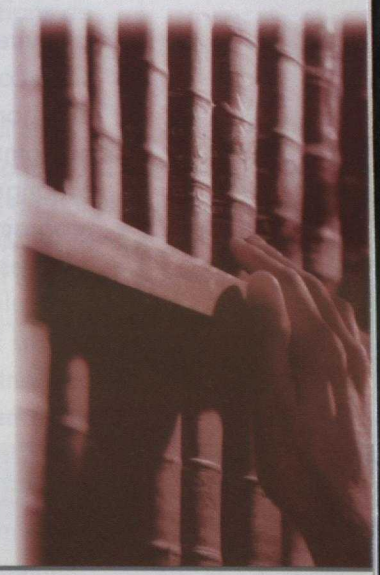
Les chiffres sont éloquentes. Le Canada exporte actuellement environ 45 % de son PIB, proportion qui se situe à 17 % en moyenne pour les pays du G7. Ses importations représentent à peu près 40 % de son PIB, par rapport à une moyenne de 14 % pour le G7. Un emploi sur quatre au Canada dépend directement ou indirectement des échanges

commerciaux, et les emplois dans les secteurs économiques où le commerce occupe une place importante commandent des salaires nettement supérieurs, en moyenne, à ceux qu'on trouve dans les secteurs davantage axés sur le marché intérieur.





Les échanges commerciaux sont un facteur clé de la croissance économique du Canada depuis plusieurs décennies. Ils ont notamment été un des principaux éléments de la reprise économique de la fin des années 90 après la récession qui avait sévi au début de la décennie. En outre, c'est au commerce qu'il faut attribuer, tout au moins pour une bonne part, le fait que la main-d'œuvre canadienne est de mieux en mieux instruite – et donc capable de gagner plus qu'elle ne le pourrait autrement.

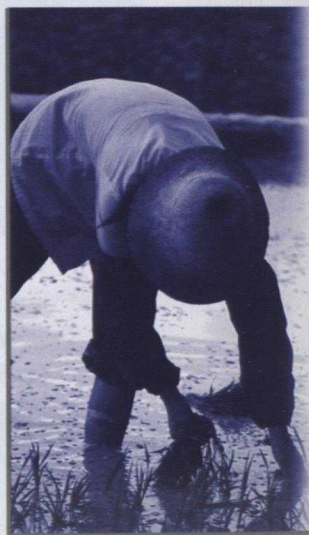


Le commerce a également contribué à la transformation économique des pays en développement et en transition. Globalement et parfois individuellement, leur performance a été irrégulière, mais on constate que les économies qui se sont ouvertes le plus ont affiché un rendement supérieur au fil des ans. Il faut bien sûr se montrer prudent lorsqu'on veut établir des liens de causalité à cet égard, mais on peut dire que, dans la mesure où le système commercial fonctionne bien et évolue constamment, il favorise la réalisation d'autres objectifs de la politique publique, y compris la mise en place de normes plus rigoureuses pour l'environnement et le travail, le respect plus poussé des droits de l'homme et l'accroissement des ressources consacrées à d'autres politiques sociales. Enfin – et c'est là un aspect de la question qu'on a tendance à oublier –, du fait même que le commerce exige la transparence, la responsabilisation et le respect des contrats, il a aussi aidé à améliorer la gouvernance à l'échelle internationale. Cette influence pourrait s'avérer un des effets les plus bénéfiques du nouveau cycle de négociations multilatérales lancé par l'OMC lors de la réunion qui s'est tenue en novembre 2001 à Doha, capitale du Qatar, et qu'on a désigné « cycle de la croissance et du développement ».

Voici certains des principaux résultats des discussions qui ont marqué la rencontre de Doha :

- mise au point d'un ambitieux calendrier de négociations pour les trois prochaines années;
- engagement à réformer le commerce agricole pour ce qui est de l'accès aux marchés et des subventions;
- établissement d'un calendrier ferme pour les négociations sur les services;
- réforme des règles concernant le dumping, les subventions, les mesures compensatoires et les accords commerciaux régionaux;
- élargissement de l'accès aux marchés non agricoles;
- réforme du régime de règlement des différends;
- réalisation de progrès importants dans le dossier de l'environnement.

En outre, on mettra en place un programme de travail ciblé consacré aux « questions de Singapour », c'est-à-dire portant principalement sur les investissements liés au commerce, la concurrence, la facilitation des échanges et la transparence des marchés publics. Ce programme de travail pourrait lui-même mener à d'autres négociations à l'avenir. Il serait tout particulièrement important qu'on puisse réaliser un accord sur les deux premiers points afin que les règles puissent s'adapter constamment à la l'évolution des relations commerciales.



Si ces négociations s'avèrent fructueuses, elles contribueront à définir le régime s'appliquant au commerce international pendant les premières décennies du XXI^e siècle.

L'engagement pris à Doha de veiller à ce que le nouveau round de négociations réponde en outre aux préoccupations des pays en développement est sans doute tout aussi important. Les participants ont notamment convenu de ce qui suit :

- la création de nouveaux groupes de travail chargés de dossiers qui intéressent tout particulièrement les pays en développement – par exemple, les rapports entre le commerce, la dette et le financement, les liens entre le commerce et la technologie, etc.;

- la poursuite des travaux sur la question de la mise en application des accords issus du cycle de l'Uruguay (1986-1994) en vue d'aider les pays en développement à respecter intégralement les engagements pris dans le cadre de ces négociations;
- la clarification de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour faciliter l'accès aux médicaments dans les situations de pandémie ou d'épidémie.

Toutes ces questions jouent un rôle primordial pour ce qui est de l'intégration des pays en développement à l'économie mondiale. Tous, ou à peu près, veulent être admis au système mondial à titre de participants à part entière. Comme les trois quarts des membres de l'OMC sont des pays en développement, le succès des négociations dans ce domaine dépendra essentiellement de la mesure dans laquelle ils jugeront que leurs aspirations ont été satisfaites.

Il existe entre ces éléments des liens importants qui influent sur le développement et les efforts que nous déployons au sein du G8 pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.

Mais il y a aussi un autre défi à relever, qui consiste à fournir à un bon nombre, sinon la plupart, des pays en développement membres de l'OMC la souplesse et les mécanismes nécessaires pour leur permettre de respecter les engagements pris dans le cadre de l'OMC d'une manière qui soit productive et efficace.





La résolution de ces questions soulèvera un défi de taille pour Canada et pour tous les membres de l'OMC. Au Canada, d'autres éléments de la stratégie commerciale continueront d'avancer :

- poursuite des négociations régionales et bilatérales : Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA); négociations de libre-échange avec le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, avec la Communauté/marché commun des Caraïbes (CARICOM), avec Singapour et avec les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE, comprenant l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein);
- défense des intérêts du Canada lors des différends commerciaux;
- poursuite des efforts en vue d'implanter le programme de promotion des échanges commerciaux et des investissements internationaux.

Dans tous ces dossiers, le gouvernement du Canada entend gérer avec prudence les questions que soulèvent le partage des compétences au pays et la présence de nombreux acteurs intéressés. Il devra se préparer à prendre des décisions difficiles au sujet des secteurs qui continuent de jouir d'une certaine protection, et veiller à ce que soit préservée la marge de manœuvre dont nous avons besoin pour faire les choix qui s'imposent en politique intérieure.

Le gouvernement gèrera l'ensemble de ces initiatives tout en soutenant et en renforçant les appuis à travers le pays au moyen de consultations auprès du Parlement, des provinces, des milieux d'affaires, des organisations non gouvernementales et de la population en général. Aspect peut-être encore plus important, le gouvernement entend élargir son dialogue avec les Canadiens et les Canadiennes et leur fournir encore plus d'information sur un sujet qui, outre qu'il devient de plus en plus complexe, revêt une importance sans cesse grandissante pour chacun et chacune d'entre nous.

Pour plus d'information :

**www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac
www.g8.gc.ca
www.acdi-cida.gc.ca**

Service de renseignements (SXCI), ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais) ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

doc
CA1
EA54
2002001
EXF

.b3642677 (E)
.b3642689 (E)

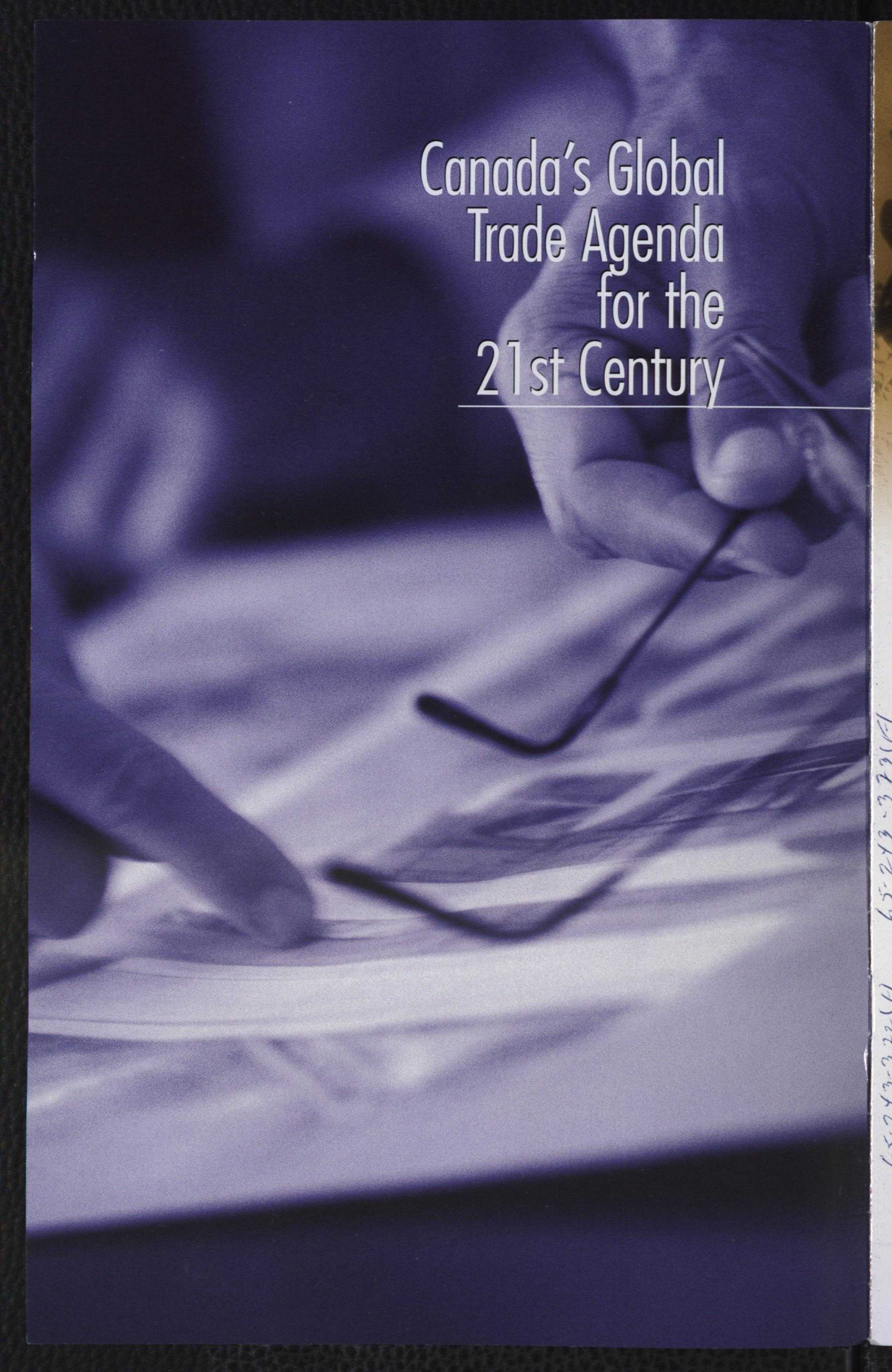


Canada's Global Trade Agenda for the 21st Century

I

ON TRADE

OCCASIONAL PAPERS



Canada's Global
Trade Agenda
for the
21st Century

15742-322(1) 65-243-379(A)

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JUN 17 2003

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du ministère

Canada is involved

in trade negotiations on several tracks — global, regional and bilateral. On all of these fronts, our central policy objective remains the same — to achieve more open, rules-based markets anchored in the World Trade Organization (WTO). The fundamental reason for undertaking all this work is also the same: trade provides an essential stimulus to all economies and gives all of them more of everything than they would otherwise have — more goods, more services, more technology and more ideas. In addition, trade binds nations into a system of interdependence, thus helping to ensure more peace and stability worldwide, a key objective of our foreign policy.

While the public at large generally agrees that trade is a good thing, there has been growing concern in recent years about the links between trade and other public policy priorities such as environmental protection, improved labour standards, human rights, income inequality, job prospects and national sovereignty. At the same time, public attention has been gradually shifting away from trade policy to security issues and to social concerns such as health and education — areas that are linked to trade policy but that are not historically central to it. Trade, some might argue, is no longer the first priority in the public's mind, at least in Canada.

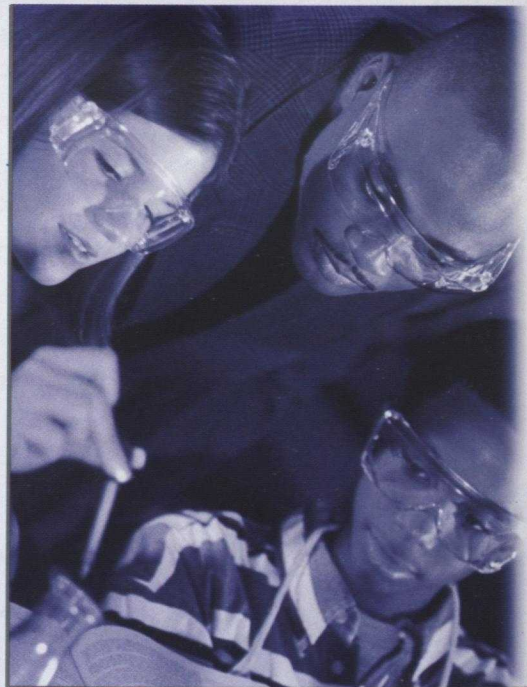



65-243-372(4) 65-243-373(1-1)

With increasingly open trade and financial markets based on nearly 60 years of international cooperation and negotiations — thanks also to rapid technological change, improved communications and faster transportation — economic and political developments in one country today often have ramifications worldwide. The increasingly easy transborder flows of goods and services, capital, information and people have created a high degree of mutual interdependence — in other words, globalization. Lord Keynes evoked the concept well when he wrote:

The inhabitant of London could order by telephone, sipping his morning tea in bed, the various products of the whole earth, in such quantity as he might see fit, and reasonably expect their early delivery upon his doorstep... Most important of all, he regarded this state of affairs as normal, certain, and permanent, except in the direction of further improvement, and any deviation from it as aberrant, scandalous, and avoidable.

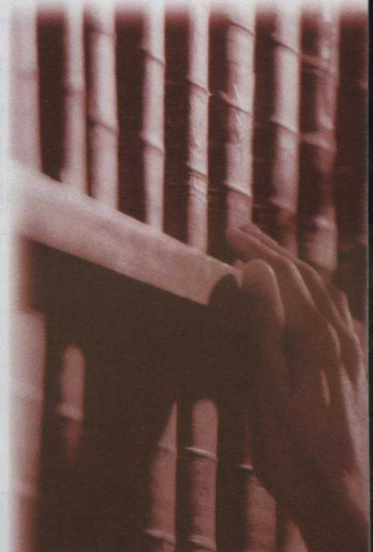
Although this was written almost a hundred years ago, the message is much the same today. Globalization can and does work — and it works for Canada. One of the main vehicles of globalization is trade, and trade is one area where few nations can match Canada's performance, including its G-7 partners. Canada now exports some 45% of its GDP versus the G-7 average of 17%; it imports about 40% of its GDP compared to a 14% average for the G-7. One out of every four jobs in this country depends directly or indirectly on trade, and jobs in the trade-dependent sectors of the economy pay significantly better, on average, than do those in domestically oriented sectors.





Trade has been a key factor in Canada's economic growth over the decades. In particular, it was a leading element of our economic recovery in the late 1990s from the recession earlier in the decade. And trade is largely responsible for Canada's labour force becoming more and more knowledge-intensive — and thus capable of earning more than it would otherwise.

Trade has also contributed to the transformation of developing and transition economies. While their performance as a group, and in some cases individually, has been uneven, the economies that have opened up the most have performed the best over time. And while one must be careful about establishing causal links, the well-functioning, ever-evolving trade system has helped to advance related public policy objectives, such as higher environmental standards, improved labour standards, better human rights and increased resources to support other social policies.



Finally — and one tends to forget this point — trade, because it requires transparency, accountability and the enforcement of contracts, has also helped to improve governance internationally. This impact could be one of the real benefits of the new round of multilateral trade negotiations launched in November 2001 at the WTO meeting in Doha, Qatar — the "Growth and Development Round," as it has been called.

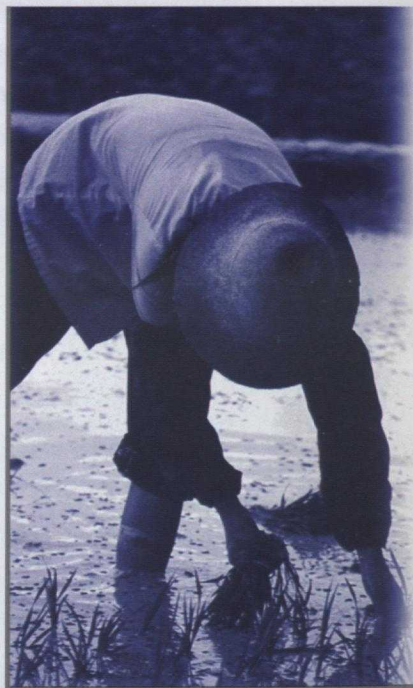
Some of the key outcomes of the Doha discussions include:

- an ambitious three-year negotiating timetable;
- a commitment to agricultural reform in the areas of market access and subsidies;
- a firm timetable for negotiations on services;
- a reform of the rules on anti-dumping, subsidies, countervailing measures and regional trade agreements;
- greater access to non-agricultural markets;
- a reform of the dispute settlement system; and
- a breakthrough on environmental issues.

As well, there will be a focussed work program on the so-called "Singapore issues" — primarily, trade-related investment, competition, trade facilitation and transparency in government procurement. This work program may well lead to further negotiations in the future; an agreement on the first two issues is especially important if the trading system is to remain fully abreast of new developments in trading relations. Ultimately, if this round is successful, it will help to establish many of the trading rules for the early decades of the 21st century.

Equally important, perhaps, is the commitment made by the Doha participants to ensure that the new round of negotiations will be genuinely relevant to the developing countries. In this regard, the participants agreed that there would be:

- new working groups on issues of particular interest to developing countries — the trade/debt/finance linkages and the links between trade and technology, for example;



- continued work on “implementation” issues to help the developing countries meet fully the obligations that they undertook in the Uruguay Round of negotiations (1986-1994);
- clarification of the Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property (TRIPS) to facilitate access to medicines in the case of pandemics or epidemics.

All of these points will be of particular importance for the integration of developing countries into the global economy. Virtually all of them “want in” as full participants. Since the developing countries now comprise three quarters of the WTO’s membership, success will be defined in good measure by the extent to which they will perceive their wishes as having been met. Between these various elements are important linkages that have a bearing on development and on our efforts within the G-8 to advance poverty reduction and to promote sustainable development. As well, there is the challenge of providing many, if not most, of the WTO’s developing country members with the flexibility and the mechanisms needed to adjust to WTO commitments efficiently and effectively.





These issues will pose a real challenge for Canada and for every WTO member. In Canada, other elements of the trade agenda will continue to move forward:

- advancing our regional and bilateral trade negotiations: the Free Trade Area of the Americas (FTAA); free-trade negotiations with El Salvador, Guatemala, Honduras and Nicaragua; with the Caribbean Community and Common Market (CARICOM); with Singapore; and with the European Free Trade Association (EFTA) countries — Iceland, Norway, Switzerland and Liechtenstein;
- defending Canada's interests in trade disputes;
- following up on Canada's ambitious international trade and investment development program.

In all of this, the Government of Canada will carefully manage the issues raised by shared jurisdictions within this country and by the presence of multiple stakeholders, prepare for hard decisions on the country's remaining protected sectors, and ensure that our capacity to make domestic policy choices is preserved.

The Government will manage all of these initiatives while at the same time sustaining and strengthening domestic support through consultations with Parliament, the provinces and territories, business, non-governmental organizations and the public at large. And perhaps most importantly, the Government will expand its dialogue and information-sharing with Canadians in general on a subject that is becoming more and more complex and, at the same time, more and more important to each and every one of us.

For more information:

**www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac
www.g8.gc.ca/menu-e.asp
www.acdi-cida.gc.ca**

Enquiries Service (SXCI), Department of Foreign Affairs and International Trade
125 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2
Tel.: 1-800-267-8376 (toll-free) or (613) 944-4000
Fax: (613) 996-9709
E-mail: enqserv@dfait-maeci.gc.ca

©Minister of Public Works and Government Services Canada — 2002
ISBN 0-662-66455-8
Catalogue No. E54-20/1-2002